

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud

Perpignan, le 10/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIVM CANTON DE MILLAS

ex - UIOM de St Feliu d'Avall

66170 ST FELIU D AVALL

Références : 2022-27-PR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2022 sur le site de l'ancien incinérateur qui était exploité par le SIVM CANTON DE MILLAS sur la commune de St-Feliu-d'Avall.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre de la cessation d'activité et suite à la demande de la préfecture par courrier du 07/02/2022 de procéder à la finalisation de la procédure de cessation et de proposer les actes afférents à la clôture de la procédure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIVM CANTON DE MILLAS
- ex - UIOM de St Feliu d'Avall 66170 ST FELIU D AVALL
- Code AIOT dans GUN : 0006601501

Par arrêté du 25/06/1980 le SIVM de Millas a été autorisé à installer et exploiter une usine d'incinération d'OM et une usine de production de vapeur au lieu-dit "Cami Ral Bas", parcelle n°1659 section B sur la commune de St Féliu d'Avall (capacité de traitement autorisée 32 t d'OM/j).

Le SIVM de Millas a été mis en demeure par arrêté du 21/05/2002 de se mettre en conformité avec les prescriptions de son arrêté d'autorisation et de l'arrêté ministériel du 25/01/1991 relatif à l'incinération.

Le SIVM n'ayant pas donné suite à cette mise en demeure, le fonctionnement de cet incinérateur a été suspendu par arrêté du 25/06/2002 à compter du 30/06/2002.

Cet incinérateur n'ayant pas fonctionné pendant plus de 3 années consécutives, l'autorisation est devenue caduque en application de l'article R.512-74-II du Code de l'environnement.

Par arrêté du 11/01/2007 le SIVM a été mis en demeure de présenter la déclaration de mise à l'arrêt

définitif et de procéder à la remise en état des lieux.

Suite au non-respect de cet arrêté de mise en demeure, le SIVM de Millas a fait l'objet d'un arrêté préfectoral du 18/09/2007 l'obligeant à consigner la somme de 45 000 € entre les mains d'un comptable public, somme répondant au coût des travaux de remise en état du site.

Le SIVM a procédé aux travaux de remise en état du site fin 2011- début 2012 et a déposé le 05/04/2012 un mémoire de cessation d'activité (Référence R0605201 mars 2012 réalisé par GéoPlusEnvironnement).

Ce mémoire ayant été jugé incomplet, l'inspection a demandé de le compléter par courrier du 04/06/2012.

Toutefois la visite d'inspection de la DREAL du 07/05/2012 a permis de constater le démantèlement des bâtiments et l'évacuation des déchets.

A la suite de cette visite et à la demande du SIVM de Millas, il a été procédé à une levée partielle du montant de la consignation (levée de 35 k€, 10 k€ restent consignés).

Plusieurs relances ont été adressées au SIVM, par courrier des 07/02/2013 et 23/02/2015 pour leur demander de répondre au courrier de l'inspection du 04/06/2012. Un mémoire en réponse aux remarques formulées par la DREAL sur le dossier de « déclaration de cessation d'activité » a finalement été adressé par le bureau d'études GéoPlusEnvironnement par mail du 07/07/2016.

Au cours d'une réunion en mairie de Millas le 08/07/2016 l'inspection a confirmé que les avis du maire de la commune de Saint Féliu d'Avall et du propriétaire des terrains (GRAP'SUD) prévus par l'article R.512-39-2 du code de l'environnement sont obligatoires pour finaliser la procédure.

La mairie de Millas a été relancée par courrier préfectoral du 26/12/2016.

A défaut la préfecture a procédé à cette consultation par courrier du 26/10/2021.

Par courrier du 07/02/2022 la préfecture a informé l'inspection de l'absence de réponse de la mairie de Saint féliu d'Avall et de la société GRAPSUD et de ce fait de leur avis tacite favorable.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Cessation d'activité	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2
Remise en état	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.512-39-3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de réhabilitation ont été réalisés fin 2011 début 2012 et ont consisté à évacuer l'ensemble des équipements, infrastructures et terres polluées par les mâchefers. La procédure de cessation a été finalisée avec la consultation du propriétaire et de la commune de Saint-Félicien-d'Avall.

La visite a permis de constater qu'il n'y a plus de trace de cet ancien incinérateur, le terrain correspond actuellement à une friche.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article. " II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. " En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. " L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site. " III. A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.
Constats : Suite à la mise à l'arrêt de l'incinérateur de Saint-Félicien-d'Avall, le SIVM de Millas a déposé une déclaration de cessation d'activité (Réf : R0605201 de mars 2012 réalisé par GéoPlusEnvironnement) qui a été complétée par le mémoire de juin 2016. Cette déclaration comprend les plans du site et les études sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que les propositions sur le type d'usage futur du site qui est envisagé, à savoir un usage futur correspondant à une activité industrielle comparable avec l'activité réalisée sur le site à savoir l'incinération de déchets ménagers et assimilés.

La dissolution du SIVM de Millas a été prononcé par l'arrêté préfectoral du 18/03/2016, parallèlement à l'adoption du schéma départemental de coopération intercommunale des Pyrénées-Orientales.

Le SIVM de Millas n'ayant pas procédé à la consultation du propriétaire et de la commune prévue par l'article R.512-39-2 du Code de l'environnement malgré les multiples relances de l'administration, la préfecture a procédé à cette consultation du propriétaire et de la commune par courrier du 26/10/2021 sur cet usage futur, sur la base du rapport de cessation d'activité ».

La préfecture a confirmé à l'inspection par courrier du 07/02/2022 qu'elle n'a reçu aucune réponse.

En l'absence d'observations des personnes consultées dans le délai de trois mois prévu par l'article R.512-39-2 du Code de l'environnement, leur avis est réputé favorable.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.512-39-3

Prescription contrôlée :

I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

II. Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article « R. 181-45 », les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

Constats :

Les travaux de remise en état de l'ancien incinérateur de Saint-Félicien-d'Avall ont consisté :

- au démontage et élimination de toutes les infrastructures (bâtiment d'incinération, cheminée, four d'incinération, fosse de réception des déchets, cuve enterrée FOD, fondations) ;
- à la dépollution des sols, notamment des terres polluées par les mâchefers : excavation et élimination à l'installation de la société SITA SUD Les Pennes Mirabeau (13) pour 162,92 t.

Le mémoire en réponse aux questions de l'inspection a permis de confirmer les éléments suivants :

- les déchets enfouis sur le site ont été retirés lors des travaux de démantèlement de l'usine,
- le positionnement des points de prélèvement apparaît cohérent par rapport au guide méthodologique du BRGM qui préconise de tenir compte de la direction du panache contrôlée par les vents dominants (sans réalisation d'étude de dispersion atmosphérique),
- les modalités des prélèvements de sol sont précisées,
- les analyses ont été réalisées sur les principaux éléments considérés comme caractéristiques des résidus solides, c'est pourquoi l'acide fluorhydrique et l'anhydride sulfureux n'ont pas été recherchés,
- les analyses de l'eau ont été réalisées sur 1 seul piézomètre existant. Ce prélèvement apparaît suffisant au bureau d'étude pour caractériser la qualité des eaux souterraines.

Compte tenu des réponses apportées par le bureau d'étude aux observations de la DREAL et du délai écoulé, l'inspection propose de considérer que les éléments sont suffisants pour poursuivre l'instruction de la procédure d'arrêt définitif.

Compte tenu de ce que l'ensemble des équipements et les déchets et sols pollués ont été évacués, ce rapport ne propose pas de mesure de maîtrise des risques liés aux sols, aux eaux souterraines ou superficielles, ni de surveillance à exercer, ni la mise en œuvre de servitudes ou de restrictions d'usage.

La procédure n'a pas nécessité de prescription de travaux et de mesures de surveillance par arrêté complémentaire.

La visite du site a permis de constater l'évacuation de l'ensemble des infrastructures et l'absence de trace de pollution en surface du sol. La végétation a repris ses droits.

L'inspection rappelle les dispositions de l'article R.512-39-4-I du Code de l'environnement, à savoir : à tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article « R. 181-45 », les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Type de suites proposées : Sans suite